



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Proposition de révision du règlement de la CHD 7824

Proposition de modification de l'Annexe 1 du Règlement de la Chambre des Députés

Date de dépôt : 14-05-2021

Auteur(s) : Monsieur Georges Engel, Député
Monsieur Léon Gloden, Député
Madame Martine Hansen, Députée
Monsieur Gilles Baum, Député
Monsieur Marc Spautz, Député
Madame Simone Beissel, Députée
Monsieur André Bauler, Député

Madame Josée Lorsché, Députée
Monsieur Mars Di Bartolomeo, Député
Monsieur Sven Clement, Député
Madame Diane Adehm, Députée
Madame Djuna Bernard, Députée
Madame Octavie Modert, Députée

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
	Résumé du dossier	Résumé	<u>4</u>
14-05-2021	Déposé	7824/00	<u>6</u>
16-06-2021	Rapport de commission(s) : Commission du Règlement Rapporteur(s) : Monsieur Roy Reding	7824/01	<u>22</u>
14-09-2021	Premier vote constitutionnel (Vote Positif) En séance publique n°73 Une demande de dispense du second vote a été introduite	7824	<u>38</u>
15-06-2021	Commission du Règlement Procès verbal (13) de la reunion du 15 juin 2021	13	<u>40</u>
25-10-2021	Publié au Mémorial A n°747 en page 1	7824	<u>44</u>

Résumé

Proposition de modification de l'Annexes 1 du Règlement de la Chambre des Députés N°7824

La présente réforme de l'annexe 1 Code de conduite des députés luxembourgeois en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts du Règlement de la Chambre des Députés et plus particulièrement de l'article 4 *Déclaration d'intérêts financiers des députés* fait suite aux recommandations du Groupe d'Etats contre la corruption, ci-après désigné « GRECO ».

1. La déclaration doit mettre plus aisément en évidence la situation du député avant sa nomination et sa situation pendant son mandat. A ce titre il est introduit un Chapitre 1^{er} dans la déclaration des intérêts financiers du député et qui a trait aux activités du député avant son entrée en fonction. Le second chapitre couvre pour sa part la situation du député depuis son entrée en fonctions.

2. Afin de garantir une plus grande transparence, l'obligation de déclaration a été étendue aux sociétés civiles, aux associations ou syndicats de commune liées à l'exercice d'autres mandats politiques par le député et à la participation directe ou indirecte dans des entreprises ou partenariats. Afin de rendre la déclaration des intérêts financiers des députés plus claire sur ce dernier point, la déclaration des participations directes ou indirectes a été scindée en deux parties distinctes, la première relative aux répercussions possibles sur la politique publique et la seconde relative à l'influence significative du député sur les affaires de l'organisme dont il déclare la participation directe ou indirecte.

3. L'obligation de déclaration a également été étendue à la pension de vieillesse ainsi qu'au congé politique tel que défini à l'article 126 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 d'une part et aux articles 78 à 81 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 d'autre part.

4. Afin de garantir une transparence sans pour autant soumettre les députés à l'obligation d'indiquer une catégorie de revenus, pour le congé politique tel que défini à l'article 126 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 d'une part et aux articles 78 à 81 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 d'autre part, la pension de vieillesse et pour les députés issus de la fonction publique la pension spéciale ou le traitement d'attente tels que définis à l'article 129 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003, les quatre cas de figure précités sont rendu publics à travers des cases à cocher.

5. Suite à une demande forte de toutes parts, les catégories de revenus sont adaptées afin rajouter une nouvelle catégorie 0 représentant un mandat gratuit. Par ailleurs, afin d'être plus précis, les revenus au-delà de 100.000.- EUR seront ventilés en une catégorie V allant de 100.001 à 200.000.- EUR et une catégorie VI pour les revenus au-delà de 200.000.- EUR.

En raison de l'introduction du mandat gratuit et de la nouvelle catégorie de revenus de 1 à 5000.- EUR, le point f) de l'article 4, paragraphe 3, toutes les activités extérieures occasionnelles devront être déclarées au lieu de celles dont la rémunération totale annuelle excède 5000.-EUR.

6. Le code mentionne enfin expressément que les revenus à prendre en considération quant à la catégorie de revenus sont les revenus imposables.

7824/00

N° 7824

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2020-2021

PROPOSITION DE MODIFICATION**de l'Annexe 1 du Règlement de la Chambre des Députés**

* * *

Dépôt: (Monsieur Léon Gloden, Député, Madame Simone Beissel, Députée, Monsieur André Bauler, Député, Madame Djuna Bernard, Députée, Monsieur Gilles Baum, Député, Monsieur Carlo Back, Député, Monsieur Mars Di Bartolomeo, Député, Madame Josée Lorsché, Députée, Monsieur Marc Spautz, Député, Monsieur Georges Engel, Député, Madame Octavie Modert, Députée, Madame Martine Hansen, Députée, Madame Diane Adehm, Députée, Monsieur Sven Clement, Député): 14.5.2021

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Texte de la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés.....	1
2) Exposé des motifs et commentaire des articles.....	6
3) Version coordonnée du Code de conduite des députés luxembourgeois en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts.....	7

*

**TEXTE DE LA PROPOSITION DE MODIFICATION
DU REGLEMENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES**

Art. 1 : A l'article 4 *Déclaration d'intérêts financiers des députés*, le paragraphe (2) est modifié pour avoir la teneur suivante : « *La déclaration d'intérêts financiers est divisée en deux chapitres. Le premier chapitre est relatif aux activités du député avant son entrée en fonction. En cas de succession de mandat, il s'agit à chaque fois de la dernière prestation de serment. A ce titre, le député déclare ses activités professionnelles durant les trois années ayant précédé son entrée en fonction à la Chambre des Députés, ainsi que sa participation pendant cette même période aux comités ou conseils d'administration d'entreprises, d'organisations non gouvernementales, de sociétés civiles, d'associations ou de tout autre organisme ayant une existence juridique.* »

Le paragraphe (3) est modifié pour avoir la teneur suivante : « *Le second chapitre est relatif à la situation du député suite à son entrée en fonction. A ce titre la déclaration des intérêts contient les informations suivantes, fournies d'une manière précise :* »

Les points a) à g) du nouveau paragraphe (3) sont modifiés pour avoir la teneur suivante :

- « a) *toute indemnité perçue pour l'exercice d'un autre mandat politique, y compris les participations à des associations ou syndicats de communes ;*
- b) *toute activité régulière rémunérée exercée par le député parallèlement à l'exercice de ses fonctions, que ce soit en qualité de salarié ou de travailleur indépendant ;*
- c) *le congé politique tel que défini à l'article 126 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 d'une part et aux articles 78 à 81 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 d'autre part, ces indications doivent se faire de façon distincte ;*

- d) la pension de vieillesse ou le cas échéant pour les députés issus de la fonction publique la pension spéciale ou le traitement d'attente, tels que définis à l'article 129 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ;
- e) la participation aux comités ou conseils d'administration d'entreprises, d'organisations non gouvernementales, d'associations, de sociétés civiles ou l'exercice de toute autre activité extérieure à laquelle se livre le député, que celles-ci soient rémunérées ou non ; »
- f) toute activité extérieure occasionnelle ;
- g) la participation directe ou indirecte à une entreprise ou à un partenariat, lorsque des répercussions sont possibles sur la politique publique, ou lorsque cette participation directe ou indirecte confère au député une influence significative sur les affaires de l'organisme en question ; »

Les points h et i du nouveau paragraphe 3 restent inchangés.

L'alinéa 2 du nouveau paragraphe (3) est modifié pour avoir la teneur suivante : « *Excepté pour les points c) et d) ci-avant, les différents revenus perçus par le député concernant les points déclarés conformément aux paragraphes (2) et (3) sont calculés sur une base annuelle et placés dans l'une des catégories suivantes :*

0. mandat gratuit
- I. de 1 à 5000 EUR par an ;
- II. de 5.001 à 10.000 EUR par an ;
- III. de 10.001 à 50.000 EUR par an ;
- IV. de 50.001 à 100.000 EUR par an ;
- V. de 100.001 à 200.000 EUR par an ;
- VI. plus de 200.000 EUR par an. »

A la suite de l'alinéa second est rajouté un alinéa trois dont la teneur est la suivante : « *Les revenus ainsi déclarés sont les revenus imposables.* »

Les paragraphes subséquents sont renumérotés en conséquence.

Art. 2 : A l'article 6 paragraphe (3) alinéa second à la fin de la deuxième phrase, la référence à « article 4, paragraphe 3 » est remplacée par « article 4, paragraphe 4 ».

Art.3 : L'annexe « DÉCLARATION DES INTÉRÊTS FINANCIERS DES DÉPUTÉS » est modifiée pour avoir la teneur suivante :

DECLARATION DES INTERETS FINANCIERS DES DEPUTES

(La présente déclaration est publiée sur le site Internet
de la Chambre des Députés)

Je soussigné(e),

Nom et prénom

sur mon honneur et en pleine connaissance du Règlement de la Chambre des Députés, y compris du Code de conduite des députés luxembourgeois en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts qui lui est annexé,

déclare par la présente :

Chapitre I. Activités du député avant son entrée en fonction

Conformément à l'article 4, paragraphe (2), du Code de conduite, mes activités professionnelles durant les trois années ayant précédé ma dernière entrée en fonction de député, ainsi que ma participation pendant cette même période aux comités ou conseils d'administration d'entreprises, d'organisations non gouvernementales, de sociétés civiles, d'associations ou de tout autre organisme ayant une existence juridique :

Activité(s) professionnelle(s) ou participation(s)	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1-5.000€	II 5.001- 10.000€	III 10.001- 50.000€	IV 50.001- 100.000€	V 100.001- 200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							
3.							
4.							
5.							

Chapitre II. Activités du député depuis son entrée en fonction

- A) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point a), du Code de conduite, l'indemnité que je perçois pour l'exercice d'un autre mandat politique y compris les participations à des associations ou syndicats de communes:

Mandat(s)	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1-5.000€	II 5.001- 10.000€	III 10.001- 50.000€	IV 50.001- 100.000€	V 100.001- 200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							
3.							
4.							
5.							

- B) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point b), du Code de conduite, l'activité régulière rémunérée que j'exerce parallèlement à l'exercice de mes fonctions, que ce soit en qualité de salarié ou de travailleur indépendant

Activité(s)	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1-5.000€	II 5.001- 10.000€	III 10.001- 50.000€	IV 50.001- 100.000€	V 100.001- 200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							
3.							
4.							
5.							

- C) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point c), du Code de conduite, je perçois :
- un congé politique en application de l'article 126 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003
- un congé politique en application des articles 78 à 81 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

D) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point d), du Code de conduite, je perçois :

une pension de vieillesse

une pension spéciale ou un traitement d'attente en application de l'article 129 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 :

E) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point e), du Code de conduite, ma participation aux comités ou conseils d'administration d'entreprises, d'organisations non gouvernementales, d'associations, sociétés civiles ou de tout autre organisme ayant une existence juridique, ou toute autre activité extérieure à laquelle je me livre, que celle-ci soit rémunérée ou non :

Participation(s) ou activité(s)	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1-5.000€	II 5.001- 10.000€	III 10.001- 50.000€	IV 50.001- 100.000€	V 100.001- 200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							
3.							
4.							
5.							

F) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point f), du Code de conduite, mes activités extérieures occasionnelles (y compris les activités d'écriture, de conférence ou d'expertise) :

Activité(s) occasionnelle(s)	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1-5.000€	II 5.001- 10.000€	III 10.001- 50.000€	IV 50.001- 100.000€	V 100.001- 200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							
3.							
4.							
5.							

G) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point g), du Code de conduite, toute participation directe ou indirecte dans une société de capitaux ou de personnes, y compris les sociétés civiles, lorsque des répercussions sont possibles sur la politique publique, ou lorsque que ces parts me confèrent une influence significative sur les affaires de l'organisme en question :

Participation(s) directe(s) ou indirecte(s) dans une société avec des réper- cussions possibles sur la politique publique	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1-5.000€	II 5.001- 10.000€	III 10.001- 50.000€	IV 50.001- 100.000€	V 100.001- 200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							
3.							
4.							
5.							

Participation(s) directe(s) ou indirecte(s) dans une société me conférant une influence significative	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1-5.000€	II 5.001-10.000€	III 10.001-50.000€	IV 50.001-100.000€	V 100.001-200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							
3.							
4.							
5.							

H) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point h), du Code de conduite, mes soutiens financiers, en personnel ou en matériel, venant s'ajouter aux moyens fournis par le Parlement et qui me sont alloués dans le cadre de mes activités politiques par des tiers, avec indication de l'identité de ces derniers :

1. soutiens financiers :

(*) alloués par

2. soutiens en personnel :

(*) alloués par

3. soutiens en matériel :

(*) alloués par

(*) Indiquer l'identité du tiers ou des tiers concernés.

I) conformément à l'article 4, paragraphe (2), point i), du Code de conduite, toute information complémentaire que je souhaite fournir :

Date :

Signature :

*

EXPOSE DES MOTIFS ET COMMENTAIRE DES ARTICLES

La présente réforme de l'annexe 1 Code de conduite des députés luxembourgeois en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts du Règlement de la Chambre des Députés et plus particulièrement de l'article 4 *Déclaration d'intérêts financiers des députés* fait suite aux recommandations du Groupe d'Etats contre la corruption, ci-après désigné « GRECO ».

Il est expressément renvoyé aux explications et commentaires repris sous les recommandations i, ii, iv et v du deuxième rapport de conformité du GRECO du 29 octobre 2020.

En raison des points soulevés dans le rapport précité, le Code de conduite doit être adapté principalement au niveau de la déclaration des intérêts financiers des députés et principalement sur les points suivants :

1. La déclaration doit mettre plus aisément en évidence la situation du député avant sa nomination et sa situation pendant son mandat. A ce titre il est introduit un Chapitre 1^{er} dans la déclaration des intérêts financiers du député et qui attrait aux activités du député avant son entrée en fonction. Le second chapitre couvre pour sa part la situation du député depuis son entrée en fonctions.
2. Afin de garantir une plus grande transparence, l'obligation de déclaration a été étendue aux sociétés civiles, aux associations ou syndicats de commune liées à l'exercice d'autres mandats politiques par le député et à la participation directe ou indirecte dans des entreprises ou partenariats. Afin de rendre la déclaration des intérêts financiers des députés plus claire sur ce dernier point, la déclaration des participations directes ou indirectes a été scindée en deux parties distinctes, la première relative aux répercussions possibles sur la politique publique et la seconde relative à l'influence significative du député sur les affaires de l'organisme dont il déclare la participation directe ou indirecte.
3. L'obligation de déclaration a également été étendue à la pension de vieillesse ainsi qu'au congé politique tel que défini à l'article 126 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 d'une part et aux articles 78 à 81 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 d'autre part.
4. Afin de garantir une transparence sans pour autant soumettre les députés à l'obligation d'indiquer une catégorie de revenus, pour le congé politique tel que défini à l'article 126 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 d'une part et aux articles 78 à 81 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 d'autre part, la pension de vieillesse et pour les députés issus de la fonction publique la pension spéciale ou le traitement d'attente tels que définis à l'article 129 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003, les quatre cas de figure précités sont rendu publics à travers des cases à cocher.

Le but de la déclaration des intérêts financiers du député est d'identifier des conflits d'intérêt potentiels. L'objectif est atteint par le fait d'indiquer, le cas échéant, d'être dans un des cas de figure visés et ce d'autant plus qu'il s'agit pour le congé politique comme pour les pensions de montants légalement fixés et dus en fonction de l'occupation professionnelle du député et ne sont partant pas constitutifs d'un conflit d'intérêt.

5. Suite à une demande forte de toutes parts, les catégories de revenus sont adaptées afin rajouter une nouvelle catégorie 0 représentant un mandat gratuit. Par ailleurs, afin d'être plus précis, les revenus au-delà de 100.000.- EUR seront ventilés en une catégorie V allant de 100.001 à 200.000.- EUR et une catégorie VI pour les revenus au-delà de 200.000.- EUR.

En raison de l'introduction du mandat gratuit et de la nouvelle catégorie de revenus de 1 à 5000.- EUR, le point f) de l'article 4, paragraphe 3, toutes les activités extérieures occasionnelles devront être déclarées au lieu de celles dont la rémunération totale annuelle excède 5000.-EUR.

6. Le code mentionne enfin expressément que les revenus à prendre en considération quant à la catégorie de revenus sont les revenus imposables.

*

**VERSION COORDONNEE DU CODE DE CONDUITE
DES DEPUTES LUXEMBOURGEOIS**

en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts

CODE DE CONDUITE DES DEPUTES LUXEMBOURGEOIS

en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts

Art. 1^{er} – Principes directeurs

Dans l'exercice de leurs fonctions, les députés luxembourgeois :

- a) s'inspirent et agissent dans le respect des principes de conduite généraux suivants : le désintéressement, l'intégrité, la transparence, la diligence, l'honnêteté, la responsabilité et le respect de la réputation de la Chambre des Députés ;
- b) agissent uniquement dans l'intérêt général et n'obtiennent ni ne tentent d'obtenir un avantage financier direct ou indirect quelconque en relation avec l'exercice de leur mandat ;
- c) n'interviennent dans une situation personnelle qu'en considération des seuls droits et mérites de la personne.

Art. 2 – Principaux devoirs des députés

Dans le cadre de leur mandat, les députés :

- a) ne passent aucun accord les conduisant à agir ou voter dans l'intérêt d'une personne physique ou morale tierce, qui pourrait compromettre leur liberté de vote telle qu'elle est consacrée à l'article 50 de la Constitution,
- b) ne sollicitent, ni n'acceptent ou ne reçoivent aucun avantage financier direct ou indirect, ou toute autre gratification, contre l'exercice d'une influence ou un vote concernant la législation, les propositions de résolution, les déclarations écrites ou les questions déposées auprès de la Chambre des Députés ou de l'une de ses commissions, et veillent scrupuleusement à éviter toute situation susceptible de s'apparenter à la corruption,
- c) exercent leur mandat en toute probité en évitant tout conflit avec les dispositions de l'article 246 du Code pénal relatif au crime de trafic d'influence.

Art. 3 – Conflits d'intérêts

(1) Un conflit d'intérêts existe lorsqu'un député a un intérêt personnel qui pourrait influencer indûment l'exercice de ses fonctions en tant que député. Il n'y a pas de conflit d'intérêts lorsque le député tire un avantage du seul fait d'appartenir à la population dans son ensemble ou à une large catégorie de personnes.

(2) Tout député qui constate qu'il s'expose à un conflit d'intérêts prend immédiatement les mesures nécessaires pour y remédier, en conformité avec les principes et les dispositions du présent Code de conduite. Si le député est incapable de résoudre le conflit d'intérêts, il le signale par écrit au Président. En cas d'ambiguïté, le député peut demander l'avis, à titre confidentiel, du comité consultatif sur la conduite des députés, institué à l'article 7.

(3) Sans préjudice du paragraphe (2), les députés rendent public, avant de s'exprimer ou de voter en séance plénière ou au sein des organes ou commissions de la Chambre, tout conflit d'intérêts réel ou potentiel compte tenu de la question examinée, lorsque celui-ci ne ressort pas avec évidence des informations déclarées conformément à l'article 4. Cette communication est faite par écrit ou oralement au Président au cours des débats parlementaires en question.

Art. 4 – Déclaration d'intérêts financiers des députés

(1) Pour des raisons de transparence, les députés présentent sous leur responsabilité personnelle une déclaration d'intérêts financiers au Président, dans les 30 jours suivant leur prestation de serment. Pour la déclaration d'intérêts, ils utilisent le formulaire joint en annexe. Ils informent le Président de tout changement influant sur leur déclaration, dans les 30 jours suivant ledit changement.

(2) La déclaration d'intérêts financiers est divisée en deux chapitres. Le premier chapitre est relatif aux activités du député avant son entrée en fonction. En cas de succession de mandat, il s'agit à chaque fois de la dernière prestation de serment. A ce titre, le député déclare ses activités professionnelles durant les trois années ayant précédé son entrée en fonction à la Chambre des Députés, ainsi que sa participation pendant cette même période aux comités ou conseils d'administration d'entreprises, d'organisations non gouvernementales, de sociétés civiles, d'associations ou de tout autre organisme ayant une existence juridique.

(3) Le second chapitre est relatif à la situation du député suite à son entrée en fonction. A ce titre la déclaration des intérêts contient les informations suivantes, fournies d'une manière précise :

- a) toute indemnité perçue pour l'exercice d'un autre mandat politique, y compris les participations à des associations ou syndicats de communes ;
- b) toute activité régulière rémunérée exercée par le député parallèlement à l'exercice de ses fonctions, que ce soit en qualité de salarié ou de travailleur indépendant ;
- c) le congé politique tel que défini à l'article 126 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 d'une part et aux articles 78 à 81 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 d'autre part, ces indications doivent se faire de façon distincte ;
- d) la pension de vieillesse ou le cas échéant pour les députés issus de la fonction publique la pension spéciale ou le traitement d'attente, tels que définis à l'article 129 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ;
- e) la participation aux comités ou conseils d'administration d'entreprises, d'organisations non gouvernementales, d'associations, de sociétés civiles ou l'exercice de toute autre activité extérieure à laquelle se livre le député, que celles-ci soient rémunérées ou non ;
- f) toute activité extérieure occasionnelle,
- g) la participation directe ou indirecte à une entreprise ou à un partenariat, lorsque des répercussions sont possibles sur la politique publique, ou lorsque cette participation directe ou indirecte confère au député une influence significative sur les affaires de l'organisme en question ;
- h) tout soutien financier, en personnel ou en matériel, venant s'ajouter aux moyens fournis par le Parlement et qui lui sont alloués dans le cadre de ses activités politiques par des tiers, avec indication de l'identité de ces derniers ;
- i) tout autre intérêt financier qui pourrait influencer l'exercice des fonctions de députés.

Excepté pour les points c) et d) ci-avant, les différents revenus perçus par le député concernant les points déclarés conformément aux paragraphes (2) et (3) sont calculés sur une base annuelle et placés dans l'une des catégories suivantes :

- 0. mandat gratuit
- I. de 1 à 5000 EUR par an
- II. de 5.001 à 10.000 EUR par an ;
- III. de 10.001 à 50.000 EUR par an ;
- IV. de 50.001 à 100.000 EUR par an ;
- V. de 100.001 à 200.000 EUR par an
- VI. plus de 200.000 EUR par an.

Les revenus ainsi déclarés sont les revenus imposables.

(4) Les informations fournies au Président au titre du présent article sont publiées sur le site Internet de la Chambre sous une forme aisément accessible.

(5) Le constat de la violation de l'obligation de présenter une déclaration complète d'intérêts financiers est précédé d'une mise en demeure par courrier recommandé à l'initiative du Président.

Art. 5 – Règles concernant le lobbying

(1) Les relations entre les députés et les représentants d'intérêts publics ou privés sont soumises à des règles garantissant la transparence et la publicité.

(2) En règle générale, ces contacts s'effectuent en commission selon les dispositions de l'article 26, paragraphes (1), (2) et (4) du Règlement (de la Chambre des Députés). En dehors de cette hypothèse, une entrevue avec un représentant d'intérêts ne peut s'effectuer dans les locaux de la Chambre.

(3) Dans la mesure où les interventions du représentant d'intérêts sont susceptibles d'avoir un impact direct sur un texte législatif en discussion, le député en fait mention lors des débats en commission et le rapporteur, le cas échéant, dans son rapport écrit.

(4) Sur décision de la commission, il peut être procédé à la publication d'une prise de position d'un groupe d'intérêts.

Art. 6 – Cadeaux ou avantages similaires

(1) Les députés s'interdisent, dans l'exercice de leurs fonctions, d'accepter des cadeaux ou avantages similaires autres que ceux ayant une valeur approximative inférieure à 150 euros offerts par courtoisie par un tiers ou lorsqu'ils représentent la Chambre à titre officiel. Tout cadeau ainsi offert aux députés lorsqu'ils représentent la Chambre à titre officiel est signalé au Président ou au Bureau s'il s'agit du Président.

(2) Par dérogation au paragraphe (1), les cadeaux dont la valeur approximative est égale ou supérieure à 150 euros et qui sont offerts par une institution nationale étrangère ou internationale aux députés lorsqu'ils représentent la Chambre à titre officiel, sont remis par les députés à la Chambre qui en devient le propriétaire.

(3) Sont assimilées à l'acceptation de cadeaux, les prises en charge par un tiers de frais de voyage, d'hébergement ou de séjours des députés.

L'acceptation d'un tel avantage en relation directe avec la fonction de député est interdite, sauf si la prise en charge est effectuée par des organisations d'intérêt général ou institutions nationales étrangères ou internationales. Ces prises en charge doivent être signalées au Bureau et sont publiées conformément à l'article 4, paragraphe (4).

(4) La portée du présent article, en particulier les règles pour assurer la transparence, peuvent être précisées par le Bureau.

Art. 7 – Comité consultatif sur la conduite des députés

(1) En vue de l'application du Code de conduite, un comité consultatif est institué.

(2) Le comité consultatif est composé de trois membres nommés par le Bureau, après consultation des groupes et sensibilités politiques, au début de chaque période législative. Le comité consultatif désigne son président.

(3) Les membres du comité consultatif sont choisis en dehors de la Chambre des Députés.

(4) Le comité consultatif donne, à titre confidentiel et dans les trente jours calendaires, à tout député qui en fait la demande des orientations sur l'interprétation et l'application des dispositions du présent Code de conduite. Le député est en droit de se fonder sur ces orientations.

Sur demande du Président, le comité consultatif évalue également les cas allégués de violation du présent Code de conduite et conseille le Président quant aux éventuelles mesures à prendre.

(5) Le comité consultatif peut, après consultation du Président, demander conseil à des experts extérieurs.

(6) Le comité consultatif publie un rapport annuel sur ses activités.

Art. 8 – Procédure en cas d'éventuelles violations du Code de conduite

(1) Lorsqu'il y a des raisons sérieuses de penser qu'un député a commis une infraction au présent Code de conduite, le Président en fait part au comité consultatif.

(2) Chaque citoyen peut saisir le Président de la Chambre s'il constate une irrégularité dans la déclaration d'intérêts financiers d'un député. Si cette irrégularité dans la déclaration des intérêts financiers concerne celle du Président de la Chambre, chaque citoyen peut saisir la Conférence des Présidents.

(3) Le comité consultatif examine les circonstances de l'infraction alléguée et entend le député concerné. Le député, dont la déclaration des intérêts financiers fait l'objet d'un examen par le comité consultatif au titre des paragraphes qui précèdent, doit fournir à la demande du comité toutes les pièces nécessaires, afin de permettre au comité de vérifier l'exactitude des données renseignées dans sa déclaration d'intérêts financiers. Sur la base de ses conclusions, il formule une recommandation au Président de la Chambre quant à une éventuelle décision.

(4) Si, compte tenu de cette recommandation, le Président conclut que le député a enfreint le Code de conduite, il adopte, après audition du député, une décision motivée fixant une sanction en fonction de la gravité de la violation constatée qu'il porte à la connaissance du député, soit par remise en mains propres, soit par courrier recommandé.

(5) Dans la mesure où le Président est susceptible d'avoir violé le présent Code de conduite, l'initiative de la procédure disciplinaire et le droit de sanction reviennent à la Conférence des Présidents.

(6) La sanction prononcée peut être celle de l'avertissement ou encore du blâme avec inscription au procès-verbal ou du blâme avec exclusion temporaire, tels que définis à l'article 50 du Règlement.

(7) Le Président peut également exclure le député fautif de certaines réunions de commission pour une durée maximale de six mois. Le député peut se voir interdire d'être élu à des fonctions au sein de la Chambre ou de ses organes, d'être désigné comme rapporteur ou de participer à une délégation officielle de la Chambre. Ces sanctions peuvent être cumulées.

(8) Le député peut contester la sanction dans un écrit motivé dans un délai de trois jours après en avoir pris connaissance. Le recours a un effet suspensif.

(9) La Conférence des Présidents statue définitivement sur cette contestation dans les huit jours, après audition du député. La sanction, sauf celle de l'avertissement, est portée à la connaissance du député, soit par remise en mains propres, soit par courrier recommandé.

(10) Toute sanction, sauf celle de l'avertissement, est prononcée en séance publique.

(11) Si les faits reprochés au député sont susceptibles de constituer des infractions au Code pénal, le dossier est soumis au procureur d'Etat, conformément à l'article 23 du Code d'instruction criminelle.

Art. 9 – *Mise en œuvre*

Le Bureau arrête les mesures d'application du présent Code de conduite.

Art. 10 – *Entrée en vigueur et dispositions transitoires*

(1) Le présent Code de conduite entre en vigueur au début de la session ordinaire 2014-2015.

(2) Les déclarations d'intérêts financiers prévues à l'article 4, paragraphe (1) doivent être présentées dans les 45 jours suivant la date d'entrée en vigueur du Code de conduite.

(3) Pour les députés en fonction, le délai des trois ans prévu à l'article 4, paragraphe (2), point a), s'établit à partir de la dernière prestation de serment du député.

*

ANNEXE

**DECLARATION DES INTERETS FINANCIERS
DES DEPUTES**

(La présente déclaration est publiée sur le site Internet
de la Chambre des Députés)

Je soussigné(e),

Nom et prénom

sur mon honneur et en pleine connaissance du Règlement de la Chambre des Députés, y compris du Code de conduite des députés luxembourgeois en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts qui lui est annexé,

déclare par la présente :

Chapitre I. Activités du député avant son entrée en fonction

Conformément à l'article 4, paragraphe (2), du Code de conduite, mes activités professionnelles durant les trois années ayant précédé ma dernière entrée en fonction de député, ainsi que ma participation pendant cette même période aux comités ou conseils d'administration d'entreprises, d'organisations non gouvernementales, de sociétés civiles, d'associations ou de tout autre organisme ayant une existence juridique :

Activité(s) professionnelle(s) ou participation(s)	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1-5.000€	II 5.001- 10.000€	III 10.001- 50.000€	IV 50.001- 100.000€	V 100.001- 200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							
3.							
4.							
5.							

Chapitre II. Activités du député depuis son entrée en fonction

A) *conformément à l'article 4, paragraphe (3), point a), du Code de conduite, l'indemnité que je perçois pour l'exercice d'un autre mandat politique y compris les participations à des associations ou syndicats de communes:*

Mandat(s)	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1-5.000€	II 5.001- 10.000€	III 10.001- 50.000€	IV 50.001- 100.000€	V 100.001- 200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							
3.							
4.							
5.							

- B) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point b), du Code de conduite, l'activité régulière rémunérée que j'exerce parallèlement à l'exercice de mes fonctions, que ce soit en qualité de salarié ou de travailleur indépendant

Activité(s)	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1-5.000€	II 5.001- 10.000€	III 10.001- 50.000€	IV 50.001- 100.000€	V 100.001- 200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							
3.							
4.							
5.							

- C) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point c), du Code de conduite, je perçois :
- un congé politique en application de l'article 126 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003
- un congé politique en application des articles 78 à 81 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988
- D) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point d), du Code de conduite, je perçois :
- une pension de vieillesse
- une pension spéciale ou un traitement d'attente en application de l'article 129 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 :
- E) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point e), du Code de conduite, ma participation aux comités ou conseils d'administration d'entreprises, d'organisations non gouvernementales, d'associations, sociétés civiles ou de tout autre organisme ayant une existence juridique, ou toute autre activité extérieure à laquelle je me livre, que celle-ci soit rémunérée ou non :

Participation(s) ou activité(s)	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1-5.000€	II 5.001- 10.000€	III 10.001- 50.000€	IV 50.001- 100.000€	V 100.001- 200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							
3.							
4.							
5.							

F) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point f), du Code de conduite, mes activités extérieures occasionnelles (y compris les activités d'écriture, de conférence ou d'expertise) :

Activité(s) occasionnelle(s)	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1-5.000€	II 5.001- 10.000€	III 10.001- 50.000€	IV 50.001- 100.000€	V 100.001- 200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							
3.							
4.							
5.							

G) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point g), du Code de conduite, toute participation directe ou indirecte dans une société de capitaux ou de personnes, y compris les sociétés civiles, lorsque des répercussions sont possibles sur la politique publique, ou lorsque que ces parts me confèrent une influence significative sur les affaires de l'organisme en question :

Participation(s) directe(s) ou indirecte(s) dans une société avec des répercus- sions possibles sur la politique publique	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1-5.000€	II 5.001- 10.000€	III 10.001- 50.000€	IV 50.001- 100.000€	V 100.001- 200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							
3.							
4.							
5.							

Participation(s) directe(s) ou indirecte(s) dans une société me conférant une influence significative	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1-5.000€	II 5.001- 10.000€	III 10.001- 50.000€	IV 50.001- 100.000€	V 100.001- 200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							
3.							
4.							
5.							

H) *conformément à l'article 4, paragraphe (3), point h), du Code de conduite, mes soutiens financiers, en personnel ou en matériel, venant s'ajouter aux moyens fournis par le Parlement et qui me sont alloués dans le cadre de mes activités politiques par des tiers, avec indication de l'identité de ces derniers :*

1. soutiens financiers :

(*) alloués par

2. soutiens en personnel :

(*) alloués par

3. soutiens en matériel :

(*) alloués par

(*) *Indiquer l'identité du tiers ou des tiers concernés.*

I) *conformément à l'article 4, paragraphe (2), point i), du Code de conduite, toute information complémentaire que je souhaite fournir :*

Date :

Signature :

(signatures)

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

7824/01

N° 7824¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2020-2021

PROPOSITION DE MODIFICATION

de l'Annexes 1 du Règlement de la Chambre des Députés

* * *

RAPPORT DE LA COMMISSION DU REGLEMENT

(15.6.2021)

La commission se compose de : M. Roy Reding, Président - Rapporteur ; Mme Diane Adehm, M. Carlo Back, M. André Bauler, M. Gilles Baum, Mme Simone Beissel, Mme Djuna Bernard, M. Sven Clement, M. Mars Di Bartolomeo, M. Georges Engel, M. Léon Gloden, Mme Martine Hansen, Mme Josée Lorsché, Mme Octavie Modert, M. Marc Spautz, Membres.

*

I. ANTECEDENTS ET EXPOSE DES MOTIFS

La présente proposition de modification a été déposée le 14 mai 2021 par Monsieur Léon Gloden, Député, Madame Simone Beissel, Députée, Monsieur André Bauler, Député, Madame Djuna Bernard, Députée, Monsieur Gilles Baum, Député, Monsieur Carlo Back, Député, Monsieur Mars Di Bartolomeo, Député, Madame Josée Lorsché, Députée, Monsieur Marc Spautz, Député, Monsieur Georges Engel, Député, Madame Octavie Modert, Députée, Madame Martine Hansen, Députée, Madame Diane Adehm, Députée, Monsieur Sven Clement, Député. Le renvoi à la Commission du Règlement par la Conférence des Présidents a eu lieu le 3 juin 2021.

Lors de sa réunion du 15 juin 2021, la commission a désigné M. Roy Reding comme rapporteur. Le projet de rapport a été présenté et adopté unanimement le même jour.

*

La présente réforme de l'annexe 1 Code de conduite des députés luxembourgeois en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts du Règlement de la Chambre des Députés et plus particulièrement de l'article 4 *Déclaration d'intérêts financiers des députés* fait suite aux recommandations du Groupe d'Etats contre la corruption, ci-après désigné « GRECO ».

Il est expressément renvoyé aux explications et commentaires repris sous les recommandations i, ii, iv et v du deuxième rapport de conformité du GRECO du 29 octobre 2020.

En raison des points soulevés dans le rapport précité, le Code de conduite doit être adapté principalement au niveau de la déclaration des intérêts financiers des députés et principalement sur les points suivants :

1. La déclaration doit mettre plus aisément en évidence la situation du député avant sa nomination et sa situation pendant son mandat. A ce titre il est introduit un Chapitre 1^{er} dans la déclaration des intérêts financiers du député et qui a trait aux activités du député avant son entrée en fonction. Le second chapitre couvre pour sa part la situation du député depuis son entrée en fonctions.
2. Afin de garantir une plus grande transparence, l'obligation de déclaration a été étendue aux sociétés civiles, aux associations ou syndicats de commune liées à l'exercice d'autres mandats politiques par le député et à la participation directe ou indirecte dans des entreprises ou partenariats. Afin de rendre la déclaration des intérêts financiers des députés plus claire sur ce dernier point, la déclaration des participations directes ou indirectes a été scindée en deux parties distinctes, la première relative aux

répercussions possibles sur la politique publique et la seconde relative à l'influence significative du député sur les affaires de l'organisme dont il déclare la participation directe ou indirecte.

3. L'obligation de déclaration a également été étendue à la pension de vieillesse ainsi qu'au congé politique tel que défini à l'article 126 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 d'une part et aux articles 78 à 81 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 d'autre part.
4. Afin de garantir une transparence sans pour autant soumettre les députés à l'obligation d'indiquer une catégorie de revenus, pour le congé politique tel que défini à l'article 126 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 d'une part et aux articles 78 à 81 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 d'autre part, la pension de vieillesse et pour les députés issus de la fonction publique la pension spéciale ou le traitement d'attente tels que définis à l'article 129 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003, les quatre cas de figure précités sont rendu publics à travers des cases à cocher.

Le but de la déclaration des intérêts financiers du député est d'identifier des conflits d'intérêts potentiels. L'objectif est atteint par le fait d'indiquer, le cas échéant, d'être dans un des cas de figure visés et ce d'autant plus qu'il s'agit pour le congé politique comme pour les pensions de montants légalement fixés et dus en fonction de l'occupation professionnelle du député et ne sont partant pas constitutifs d'un conflit d'intérêt.

5. Suite à une demande forte de toutes parts, les catégories de revenus sont adaptées afin rajouter une nouvelle catégorie 0 représentant un mandat gratuit. Par ailleurs, afin d'être plus précis, les revenus au-delà de 100.000.- EUR seront ventilés en une catégorie V allant de 100.001 à 200.000.- EUR et une catégorie VI pour les revenus au-delà de 200.000.- EUR.

En raison de l'introduction du mandat gratuit et de la nouvelle catégorie de revenus de 1 à 5000.- EUR, le point f) de l'article 4, paragraphe 3, toutes les activités extérieures occasionnelles devront être déclarées au lieu de celles dont la rémunération totale annuelle excède 5000.-EUR.

6. Le code mentionne enfin expressément que les revenus à prendre en considération quant à la catégorie de revenus sont les revenus imposables.

*

II. TEXTE DE LA PROPOSITION DE MODIFICATION

PROPOSITION DE MODIFICATION

de l'Annexe 1 du Règlement de la Chambre des Députés

Art. 1 : (1) A l'article 4 *Déclaration d'intérêts financiers des députés*, le paragraphe (2) est modifié pour avoir la teneur suivante :

« La déclaration d'intérêts financiers est divisée en deux chapitres. Le premier chapitre est relatif aux activités du député avant son entrée en fonction. En cas de succession de mandat, il s'agit à chaque fois de la dernière prestation de serment. A ce titre, le député déclare ses activités professionnelles durant les trois années ayant précédé son entrée en fonction à la Chambre des Députés, ainsi que sa participation pendant cette même période aux comités ou conseils d'administration d'entreprises, d'organisations non gouvernementales, de sociétés civiles, d'associations ou de tout autre organisme ayant une existence juridique. »

(2) Le paragraphe (3) est modifié pour avoir la teneur suivante :

« Le second chapitre est relatif à la situation du député suite à son entrée en fonction. A ce titre la déclaration des intérêts contient les informations suivantes, fournies d'une manière précise : »

(3) Les points a) à g) du nouveau paragraphe (3) sont modifiés pour avoir la teneur suivante :

« a) toute indemnité perçue pour l'exercice d'un autre mandat politique, y compris les participations à des associations ou syndicats de communes ;

b) toute activité régulière rémunérée exercée par le député parallèlement à l'exercice de ses fonctions, que ce soit en qualité de salarié ou de travailleur indépendant ;

- c) le congé politique tel que défini à l'article 126 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 d'une part et aux articles 78 à 81 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 d'autre part, ces indications doivent se faire de façon distincte ;
- d) la pension de vieillesse ou le cas échéant pour les députés issus de la fonction publique la pension spéciale ou le traitement d'attente, tels que définis à l'article 129 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ;
- e) la participation aux comités ou conseils d'administration d'entreprises, d'organisations non gouvernementales, d'associations, de sociétés civiles ou l'exercice de toute autre activité extérieure à laquelle se livre le député, que celles-ci soient rémunérées ou non ; »
- f) toute activité extérieure occasionnelle ;
- g) la participation directe ou indirecte à une entreprise ou à un partenariat, lorsque des répercussions sont possibles sur la politique publique, ou lorsque cette participation directe ou indirecte confère au député une influence significative sur les affaires de l'organisme en question ; »

(4) Les points h et i du nouveau paragraphe 3 restent inchangés.

(5) L'alinéa 2 du nouveau paragraphe (3) est modifié pour avoir la teneur suivante :

« Excepté pour les points c) et d) ci-avant, les différents revenus perçus par le député concernant les points déclarés conformément aux paragraphes (2) et (3) sont calculés sur une base annuelle et placés dans l'une des catégories suivantes :

- 0. mandat gratuit
- I. de 1 à 5000 EUR par an ;
- II. de 5.001 à 10.000 EUR par an ;
- III. de 10.001 à 50.000 EUR par an ;
- IV. de 50.001 à 100.000 EUR par an ;
- V. de 100.001 à 200.000 EUR par an ;
- VI. plus de 200.000 EUR par an. »

(6) A la suite de l'alinéa second est rajouté un alinéa trois dont la teneur est la suivante :

« Les revenus ainsi déclarés sont les revenus imposables. »

(7) Les paragraphes subséquents sont renumérotés en conséquence.

Art. 2 : A l'article 6 paragraphe (3) alinéa second à la fin de la deuxième phrase, la référence à « article 4, paragraphe 3 » est remplacée par « article 4, paragraphe 4 ».

Art.3 : L'annexe « DÉCLARATION DES INTÉRÊTS FINANCIERS DES DÉPUTÉS » est modifiée pour avoir la teneur suivante :

DECLARATION DES INTERETS FINANCIERS DES DEPUTES

(La présente déclaration est publiée sur le site Internet
de la Chambre des Députés)

Je soussigné(e),

Nom et prénom

sur mon honneur et en pleine connaissance du Règlement de la Chambre des Députés, y compris du Code de conduite des députés luxembourgeois en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts qui lui est annexé,

déclare par la présente :

Chapitre I. Activités du député avant son entrée en fonction

Conformément à l'article 4, paragraphe (2), du Code de conduite, mes activités professionnelles durant les trois années ayant précédé ma dernière entrée en fonction de député, ainsi que ma participation pendant cette même période aux comités ou conseils d'administration d'entreprises, d'organisations non gouvernementales, de sociétés civiles, d'associations ou de tout autre organisme ayant une existence juridique :

Activité(s) professionnelle(s) ou participation(s)	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1-5.000€	II 5.001- 10.000€	III 10.001- 50.000€	IV 50.001- 100.000€	V 100.001- 200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							
3.							
4.							
5.							

Chapitre II. Activités du député depuis son entrée en fonction

A) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point a), du Code de conduite, l'indemnité que je perçois pour l'exercice d'un autre mandat politique y compris les participations à des associations ou syndicats de communes:

Mandat(s)	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1-5.000€	II 5.001- 10.000€	III 10.001- 50.000€	IV 50.001- 100.000€	V 100.001- 200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							
3.							
4.							
5.							

B) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point b), du Code de conduite, l'activité régulière rémunérée que j'exerce parallèlement à l'exercice de mes fonctions, que ce soit en qualité de salarié ou de travailleur indépendant

Activité(s)	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1-5.000€	II 5.001- 10.000€	III 10.001- 50.000€	IV 50.001- 100.000€	V 100.001- 200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							
3.							
4.							
5.							

- C) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point c), du Code de conduite, je perçois :
- un congé politique en application de l'article 126 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003
- un congé politique en application des articles 78 à 81 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988
- D) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point d), du Code de conduite, je perçois :
- une pension de vieillesse
- une pension spéciale ou un traitement d'attente en application de l'article 129 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 :
- E) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point e), du Code de conduite, ma participation aux comités ou conseils d'administration d'entreprises, d'organisations non gouvernementales, d'associations, sociétés civiles ou de tout autre organisme ayant une existence juridique, ou toute autre activité extérieure à laquelle je me livre, que celle-ci soit rémunérée ou non :

Participation(s) ou activité(s)	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1-5.000€	II 5.001- 10.000€	III 10.001- 50.000€	IV 50.001- 100.000€	V 100.001- 200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							
3.							
4.							
5.							

- F) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point f), du Code de conduite, mes activités extérieures occasionnelles (y compris les activités d'écriture, de conférence ou d'expertise) :

Activité(s) occasionnelle(s)	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1-5.000€	II 5.001- 10.000€	III 10.001- 50.000€	IV 50.001- 100.000€	V 100.001- 200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							
3.							
4.							
5.							

- G) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point g), du Code de conduite, toute participation directe ou indirecte dans une société de capitaux ou de personnes, y compris les sociétés civiles, lorsque des répercussions sont possibles sur la politique publique, ou lorsque que ces parts me confèrent une influence significative sur les affaires de l'organisme en question :

Participation(s) directe(s) ou indirecte(s) dans une société avec des répercussions possibles sur la politique publique	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1-5.000€	II 5.001-10.000€	III 10.001-50.000€	IV 50.001-100.000€	V 100.001-200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							
3.							
4.							
5.							

Participation(s) directe(s) ou indirecte(s) dans une société me conférant une influence significative	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1-5.000€	II 5.001-10.000€	III 10.001-50.000€	IV 50.001-100.000€	V 100.001-200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							
3.							
4.							
5.							

- H) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point h), du Code de conduite, mes soutiens financiers, en personnel ou en matériel, venant s'ajouter aux moyens fournis par le Parlement et qui me sont alloués dans le cadre de mes activités politiques par des tiers, avec indication de l'identité de ces derniers :

1. soutiens financiers :

(*) alloués par

2. soutiens en personnel :

(*) alloués par

3. soutiens en matériel :

(*) alloués par

(*) Indiquer l'identité du tiers ou des tiers concernés.

- D) conformément à l'article 4, paragraphe (2), point i), du Code de conduite, toute information complémentaire que je souhaite fournir :

Date :

Signature :

*

III. VERSION COORDONNEE DU CODE DE CONDUITE DES DEPUTES LUXEMBOURGEOIS

en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts

CODE DE CONDUITE DES DEPUTES LUXEMBOURGEOIS

en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts

Art. 1^{er} – Principes directeurs

Dans l'exercice de leurs fonctions, les députés luxembourgeois :

- a) s'inspirent et agissent dans le respect des principes de conduite généraux suivants : le désintéressement, l'intégrité, la transparence, la diligence, l'honnêteté, la responsabilité et le respect de la réputation de la Chambre des Députés ;
- b) agissent uniquement dans l'intérêt général et n'obtiennent ni ne tentent d'obtenir un avantage financier direct ou indirect quelconque en relation avec l'exercice de leur mandat ;
- c) n'interviennent dans une situation personnelle qu'en considération des seuls droits et mérites de la personne.

Art. 2 – Principaux devoirs des députés

Dans le cadre de leur mandat, les députés :

- a) ne passent aucun accord les conduisant à agir ou voter dans l'intérêt d'une personne physique ou morale tierce, qui pourrait compromettre leur liberté de vote telle qu'elle est consacrée à l'article 50 de la Constitution,
- b) ne sollicitent, ni n'acceptent ou ne reçoivent aucun avantage financier direct ou indirect, ou toute autre gratification, contre l'exercice d'une influence ou un vote concernant la législation, les propositions de résolution, les déclarations écrites ou les questions déposées auprès de la Chambre des Députés ou de l'une de ses commissions, et veillent scrupuleusement à éviter toute situation susceptible de s'apparenter à la corruption,
- c) exercent leur mandat en toute probité en évitant tout conflit avec les dispositions de l'article 246 du Code pénal relatif au crime de trafic d'influence.

Art. 3 – Conflits d'intérêts

(1) Un conflit d'intérêts existe lorsqu'un député a un intérêt personnel qui pourrait influencer indûment l'exercice de ses fonctions en tant que député. Il n'y a pas de conflit d'intérêts lorsque le député tire un avantage du seul fait d'appartenir à la population dans son ensemble ou à une large catégorie de personnes.

(2) Tout député qui constate qu'il s'expose à un conflit d'intérêts prend immédiatement les mesures nécessaires pour y remédier, en conformité avec les principes et les dispositions du présent Code de conduite. Si le député est incapable de résoudre le conflit d'intérêts, il le signale par écrit au Président. En cas d'ambiguïté, le député peut demander l'avis, à titre confidentiel, du comité consultatif sur la conduite des députés, institué à l'article 7.

(3) Sans préjudice du paragraphe (2), les députés rendent public, avant de s'exprimer ou de voter en séance plénière ou au sein des organes ou commissions de la Chambre, tout conflit d'intérêts réel ou potentiel compte tenu de la question examinée, lorsque celui-ci ne ressort pas avec évidence des informations déclarées conformément à l'article 4. Cette communication est faite par écrit ou oralement au Président au cours des débats parlementaires en question.

Art. 4 – Déclaration d'intérêts financiers des députés

(1) Pour des raisons de transparence, les députés présentent sous leur responsabilité personnelle une déclaration d'intérêts financiers au Président, dans les 30 jours suivant leur prestation de serment. Pour la déclaration d'intérêts, ils utilisent le formulaire joint en annexe. Ils informent le Président de tout changement influant sur leur déclaration, dans les 30 jours suivant ledit changement.

(2) La déclaration d'intérêts financiers est divisée en deux chapitres. Le premier chapitre est relatif aux activités du député avant son entrée en fonction. En cas de succession de mandat, il s'agit à chaque fois de la dernière prestation de serment. A ce titre, le député déclare ses activités professionnelles durant les trois années ayant précédé son entrée en fonction à la Chambre des Députés, ainsi que sa participation pendant cette même période aux comités ou conseils d'administration d'entreprises, d'organisations non gouvernementales, de sociétés civiles, d'associations ou de tout autre organisme ayant une existence juridique.

(3) Le second chapitre est relatif à la situation du député suite à son entrée en fonction. A ce titre la déclaration des intérêts contient les informations suivantes, fournies d'une manière précise :

- a) toute indemnité perçue pour l'exercice d'un autre mandat politique, y compris les participations à des associations ou syndicats de communes ;
- b) toute activité régulière rémunérée exercée par le député parallèlement à l'exercice de ses fonctions, que ce soit en qualité de salarié ou de travailleur indépendant ;
- c) le congé politique tel que défini à l'article 126 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 d'une part et aux articles 78 à 81 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 d'autre part, ces indications doivent se faire de façon distincte ;
- d) la pension de vieillesse ou le cas échéant pour les députés issus de la fonction publique la pension spéciale ou le traitement d'attente, tels que définis à l'article 129 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ;
- e) la participation aux comités ou conseils d'administration d'entreprises, d'organisations non gouvernementales, d'associations, de sociétés civiles ou l'exercice de toute autre activité extérieure à laquelle se livre le député, que celles-ci soient rémunérées ou non ;
- f) toute activité extérieure occasionnelle,
- g) la participation directe ou indirecte à une entreprise ou à un partenariat, lorsque des répercussions sont possibles sur la politique publique, ou lorsque cette participation directe ou indirecte confère au député une influence significative sur les affaires de l'organisme en question ;
- h) tout soutien financier, en personnel ou en matériel, venant s'ajouter aux moyens fournis par le Parlement et qui lui sont alloués dans le cadre de ses activités politiques par des tiers, avec indication de l'identité de ces derniers ;
- i) tout autre intérêt financier qui pourrait influencer l'exercice des fonctions de députés.

Excepté pour les points c) et d) ci-avant, les différents revenus perçus par le député concernant les points déclarés conformément aux paragraphes (2) et (3) sont calculés sur une base annuelle et placés dans l'une des catégories suivantes :

0. mandat gratuit
- I. de 1 à 5000 EUR par an
- II. de 5.001 à 10.000 EUR par an ;
- III. de 10.001 à 50.000 EUR par an ;
- IV. de 50.001 à 100.000 EUR par an ;
- V. de 100.001 à 200.000 EUR par an
- VI. plus de 200.000 EUR par an.

Les revenus ainsi déclarés sont les revenus imposables.

(4) Les informations fournies au Président au titre du présent article sont publiées sur le site Internet de la Chambre sous une forme aisément accessible.

(5) Le constat de la violation de l'obligation de présenter une déclaration complète d'intérêts financiers est précédé d'une mise en demeure par courrier recommandé à l'initiative du Président.

Art. 5 – Règles concernant le lobbying

(1) Les relations entre les députés et les représentants d'intérêts publics ou privés sont soumises à des règles garantissant la transparence et la publicité.

(2) En règle générale, ces contacts s'effectuent en commission selon les dispositions de l'article 26, paragraphes (1), (2) et (4) du Règlement (de la Chambre des Députés). En dehors de cette hypothèse, une entrevue avec un représentant d'intérêts ne peut s'effectuer dans les locaux de la Chambre.

(3) Dans la mesure où les interventions du représentant d'intérêts sont susceptibles d'avoir un impact direct sur un texte législatif en discussion, le député en fait mention lors des débats en commission et le rapporteur, le cas échéant, dans son rapport écrit.

(4) Sur décision de la commission, il peut être procédé à la publication d'une prise de position d'un groupe d'intérêts.

Art. 6 – Cadeaux ou avantages similaires

(1) Les députés s'interdisent, dans l'exercice de leurs fonctions, d'accepter des cadeaux ou avantages similaires autres que ceux ayant une valeur approximative inférieure à 150 euros offerts par courtoisie par un tiers ou lorsqu'ils représentent la Chambre à titre officiel. Tout cadeau ainsi offert aux députés lorsqu'ils représentent la Chambre à titre officiel est signalé au Président ou au Bureau s'il s'agit du Président.

(2) Par dérogation au paragraphe (1), les cadeaux dont la valeur approximative est égale ou supérieure à 150 euros et qui sont offerts par une institution nationale étrangère ou internationale aux députés lorsqu'ils représentent la Chambre à titre officiel, sont remis par les députés à la Chambre qui en devient le propriétaire.

(3) Sont assimilées à l'acceptation de cadeaux, les prises en charge par un tiers de frais de voyage, d'hébergement ou de séjours des députés.

L'acceptation d'un tel avantage en relation directe avec la fonction de député est interdite, sauf si la prise en charge est effectuée par des organisations d'intérêt général ou institutions nationales étrangères ou internationales. Ces prises en charge doivent être signalées au Bureau et sont publiées conformément à l'article 4, paragraphe (4).

(4) La portée du présent article, en particulier les règles pour assurer la transparence, peuvent être précisées par le Bureau.

Art. 7 – Comité consultatif sur la conduite des députés

(1) En vue de l'application du Code de conduite, un comité consultatif est institué.

(2) Le comité consultatif est composé de trois membres nommés par le Bureau, après consultation des groupes et sensibilités politiques, au début de chaque période législative. Le comité consultatif désigne son président.

(3) Les membres du comité consultatif sont choisis en dehors de la Chambre des Députés.

(4) Le comité consultatif donne, à titre confidentiel et dans les trente jours calendaires, à tout député qui en fait la demande des orientations sur l'interprétation et l'application des dispositions du présent Code de conduite. Le député est en droit de se fonder sur ces orientations.

Sur demande du Président, le comité consultatif évalue également les cas allégués de violation du présent Code de conduite et conseille le Président quant aux éventuelles mesures à prendre.

(5) Le comité consultatif peut, après consultation du Président, demander conseil à des experts extérieurs.

(6) Le comité consultatif publie un rapport annuel sur ses activités.

Art. 8 – Procédure en cas d'éventuelles violations du Code de conduite

(1) Lorsqu'il y a des raisons sérieuses de penser qu'un député a commis une infraction au présent Code de conduite, le Président en fait part au comité consultatif.

(2) Chaque citoyen peut saisir le Président de la Chambre s'il constate une irrégularité dans la déclaration d'intérêts financiers d'un député. Si cette irrégularité dans la déclaration des intérêts financiers concerne celle du Président de la Chambre, chaque citoyen peut saisir la Conférence des Présidents.

(3) Le comité consultatif examine les circonstances de l'infraction alléguée et entend le député concerné. Le député, dont la déclaration des intérêts financiers fait l'objet d'un examen par le comité consultatif au titre des paragraphes qui précèdent, doit fournir à la demande du comité toutes les pièces nécessaires, afin de permettre au comité de vérifier l'exactitude des données renseignées dans sa déclaration d'intérêts financiers. Sur la base de ses conclusions, il formule une recommandation au Président de la Chambre quant à une éventuelle décision.

(4) Si, compte tenu de cette recommandation, le Président conclut que le député a enfreint le Code de conduite, il adopte, après audition du député, une décision motivée fixant une sanction en fonction de la gravité de la violation constatée qu'il porte à la connaissance du député, soit par remise en mains propres, soit par courrier recommandé.

(5) Dans la mesure où le Président est susceptible d'avoir violé le présent Code de conduite, l'initiative de la procédure disciplinaire et le droit de sanction reviennent à la Conférence des Présidents.

(6) La sanction prononcée peut être celle de l'avertissement ou encore du blâme avec inscription au procès-verbal ou du blâme avec exclusion temporaire, tels que définis à l'article 50 du Règlement.

(7) Le Président peut également exclure le député fautif de certaines réunions de commission pour une durée maximale de six mois. Le député peut se voir interdire d'être élu à des fonctions au sein de la Chambre ou de ses organes, d'être désigné comme rapporteur ou de participer à une délégation officielle de la Chambre. Ces sanctions peuvent être cumulées.

(8) Le député peut contester la sanction dans un écrit motivé dans un délai de trois jours après en avoir pris connaissance. Le recours a un effet suspensif.

(9) La Conférence des Présidents statue définitivement sur cette contestation dans les huit jours, après audition du député. La sanction, sauf celle de l'avertissement, est portée à la connaissance du député, soit par remise en mains propres, soit par courrier recommandé.

(10) Toute sanction, sauf celle de l'avertissement, est prononcée en séance publique.

(11) Si les faits reprochés au député sont susceptibles de constituer des infractions au Code pénal, le dossier est soumis au procureur d'Etat, conformément à l'article 23 du Code d'instruction criminelle.

Art. 9 – Mise en œuvre

Le Bureau arrête les mesures d'application du présent Code de conduite.

Art. 10 – Entrée en vigueur et dispositions transitoires

(1) Le présent Code de conduite entre en vigueur au début de la session ordinaire 2014-2015.

(2) Les déclarations d'intérêts financiers prévues à l'article 4, paragraphe (1) doivent être présentées dans les 45 jours suivant la date d'entrée en vigueur du Code de conduite.

(3) Pour les députés en fonction, le délai des trois ans prévu à l'article 4, paragraphe (2), point a), s'établit à partir de la dernière prestation de serment du député.

*

ANNEXE

**DECLARATION DES INTERETS FINANCIERS
DES DEPUTES**

(La présente déclaration est publiée sur le site Internet
de la Chambre des Députés)

Je soussigné(e),

Nom et prénom

sur mon honneur et en pleine connaissance du Règlement de la Chambre des Députés, y compris du Code de conduite des députés luxembourgeois en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts qui lui est annexé,

déclare par la présente :

Chapitre I. Activités du député avant son entrée en fonction

Conformément à l'article 4, paragraphe (2), du Code de conduite, mes activités professionnelles durant les trois années ayant précédé ma dernière entrée en fonction de député, ainsi que ma participation pendant cette même période aux comités ou conseils d'administration d'entreprises, d'organisations non gouvernementales, de sociétés civiles, d'associations ou de tout autre organisme ayant une existence juridique :

Activité(s) professionnelle(s) ou participation(s)	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1-5.000€	II 5.001- 10.000€	III 10.001- 50.000€	IV 50.001- 100.000€	V 100.001- 200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							
3.							
4.							
5.							

Chapitre II. Activités du député depuis son entrée en fonction

A) *conformément à l'article 4, paragraphe (3), point a), du Code de conduite, l'indemnité que je perçois pour l'exercice d'un autre mandat politique y compris les participations à des associations ou syndicats de communes:*

Mandat(s)	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1-5.000€	II 5.001- 10.000€	III 10.001- 50.000€	IV 50.001- 100.000€	V 100.001- 200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							
3.							
4.							
5.							

- B) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point b), du Code de conduite, l'activité régulière rémunérée que j'exerce parallèlement à l'exercice de mes fonctions, que ce soit en qualité de salarié ou de travailleur indépendant

Activité(s)	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1-5.000€	II 5.001- 10.000€	III 10.001- 50.000€	IV 50.001- 100.000€	V 100.001- 200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							
3.							
4.							
5.							

- C) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point c), du Code de conduite, je perçois :
- un congé politique en application de l'article 126 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003
- un congé politique en application des articles 78 à 81 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988
- D) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point d), du Code de conduite, je perçois :
- une pension de vieillesse
- une pension spéciale ou un traitement d'attente en application de l'article 129 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 :
- E) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point e), du Code de conduite, ma participation aux comités ou conseils d'administration d'entreprises, d'organisations non gouvernementales, d'associations, sociétés civiles ou de tout autre organisme ayant une existence juridique, ou toute autre activité extérieure à laquelle je me livre, que celle-ci soit rémunérée ou non :

Participation(s) ou activité(s)	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1-5.000€	II 5.001- 10.000€	III 10.001- 50.000€	IV 50.001- 100.000€	V 100.001- 200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							
3.							
4.							
5.							

F) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point f), du Code de conduite, mes activités extérieures occasionnelles (y compris les activités d'écriture, de conférence ou d'expertise) :

Activité(s) occasionnelle(s)	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1-5.000€	II 5.001- 10.000€	III 10.001- 50.000€	IV 50.001- 100.000€	V 100.001- 200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							
3.							
4.							
5.							

G) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point g), du Code de conduite, toute participation directe ou indirecte dans une société de capitaux ou de personnes, y compris les sociétés civiles, lorsque des répercussions sont possibles sur la politique publique, ou lorsque que ces parts me confèrent une influence significative sur les affaires de l'organisme en question :

Participation(s) directe(s) ou indirecte(s) dans une société avec des répercus- sions possibles sur la politique publique	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1-5.000€	II 5.001- 10.000€	III 10.001- 50.000€	IV 50.001- 100.000€	V 100.001- 200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							
3.							
4.							
5.							

Participation(s) directe(s) ou indirecte(s) dans une société me conférant une influence significative	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1-5.000€	II 5.001- 10.000€	III 10.001- 50.000€	IV 50.001- 100.000€	V 100.001- 200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							
3.							
4.							
5.							

H) *conformément à l'article 4, paragraphe (3), point h), du Code de conduite, mes soutiens financiers, en personnel ou en matériel, venant s'ajouter aux moyens fournis par le Parlement et qui me sont alloués dans le cadre de mes activités politiques par des tiers, avec indication de l'identité de ces derniers :*

1. soutiens financiers :

(*) alloués par

2. soutiens en personnel :

(*) alloués par

3. soutiens en matériel :

(*) alloués par

(*) *Indiquer l'identité du tiers ou des tiers concernés.*

I) *conformément à l'article 4, paragraphe (2), point i), du Code de conduite, toute information complémentaire que je souhaite fournir :*

Date :

Signature :

Luxembourg, le 15 juin 2021

Le Président-Rapporteur,
Roy REDING

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

7824

SEANCE

du 14.09.2021

BULLETIN DE VOTE (9)

Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés N°7824

Nom des Députés	Vote			Procuration (nom du député)	Nom des Députés	Vote			Procuration (nom du député)
	Oui	Non	Abst.			Oui	Non	Abst.	

CSV

Mme ADEHM	Diane	x			M. MISCHO	Georges	x		
Mme ARENDT (ép. KEMP)	Nancy	x			Mme MODERT	Octavie	x		
M. EICHER	Emile	x			M. MOSAR	Laurent	x		
M. EISCHEN	Félix	x			Mme REDING	Viviane	x		
M. GALLES	Paul	x			M. ROTH	Gilles	x		
M. GLODEN	Léon	x			M. SCHAAF	Jean-Paul	x		
M. HALSDORF	Jean-Marie	x			M. SPAUTZ	Marc	x		
Mme HANSEN	Martine	x			M. WILMES	Serge	x		(MISCHO Georges)
Mme HETTO-GAASCH	Françoise	x		(HANSEN Martine)	M. WISELER	Claude	x		
M. KAES	Aly	x			M. WOLTER	Michel	x		
M. LIES	Marc	x							

déi gréng

Mme AHMEDOVA	Semiray	x			Mme GARY	Chantal	x		
M. BACK	Carlo	x			M. HANSEN	Marc	x		
M. BENOY	François	x			Mme LORSCHÉ	Josée	x		
Mme BERNARD	Djuna	x			M. MARGUE	Charles	x		
Mme EMPAIN	Stéphanie	x							

LSAP

Mme ASSELBORN-BINTZ	Simone	x			M. DI BARTOLOMEO	Mars	x		
M. BIANCALANA	Dan	x			M. ENGEL	Georges	x		
Mme BURTON	Tess	x			M. HAAGEN	Claude	x		
Mme CLOSENER	Francine	x			Mme HEMMEN	Cécile	x		
M. CRUCHTEN	Yves	x			Mme MUTSCH	Lydia	x		

DP

M. ARENDT	Guy	x			M. GRAAS	Gusty	x		
M. BAULER	André	x			M. HAHN	Max	x		
M. BAUM	Gilles	x			Mme HARTMANN	Carole	x		
Mme BEISSEL	Simone	x			M. KNAFF	Pim	x		(HARTMANN Carole)
M. COLABIANCHI	Frank	x			M. LAMBERTY	Claude	x		
M. ETGEN	Fernand	x			Mme POLFER	Lydie	x		

ADR

M. ENGELÉN	Jeff	x			M. KEUP	Fred	x		
M. KARTHEISER	Fernand	x			M. REDING	Roy	x		

déi Lénk

M. CECCHETTI	Myriam	x			M. OBERWEIS	Nathalie	x		
--------------	--------	---	--	--	-------------	----------	---	--	--

Piraten

M. CLEMENT	Sven	x			M. GOERGEN	Marc	x		
------------	------	---	--	--	------------	------	---	--	--

Votes personnels	Vote		
	Oui	Non	Abst.
57	0	0	
Votes par procuration	3	0	0
TOTAL	60	0	0

Le Président:



Le Secrétaire général:



13



Commission du Règlement
Procès-verbal de la réunion du 15 juin 2021

Ordre du jour :

1. Projet de procès-verbal de la réunion du 01/06/2021
2. 7824 Proposition de modification de l'Annexe 1 du Règlement de la Chambre des Députés
 - Désignation d'un rapporteur
 - Examen et adoption d'un projet de rapport
3. 7499 Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés visant à insérer dans le Règlement de la Chambre des Députés un registre des lobbies
 - Continuation de la discussion
4. Divers

*

Présents : Mme Diane Adehm, M. Guy Arendt remplaçant Mme Simone Beissel, M. Carlo Back, M. André Bauler, M. Gilles Baum, Mme Djuna Bernard, M. Sven Clement, M. Mars Di Bartolomeo, M. Georges Engel, M. Léon Gloden, Mme Josée Lorsché, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar remplaçant Mme Martine Hansen, M. Roy Reding, M. Marc Spautz

Mme Myriam Cecchetti, observateur délégué

M. Benoît Reiter, secrétaire général adjoint

M. Max Agnes, Administration parlementaire

Mme Clémence Janssen-Bennynck, Administration parlementaire

Excusées : Mme Simone Beissel, Mme Martine Hansen

*

Présidence : M. Roy Reding, Président de la Commission

*

1. Adoption du projet de procès-verbal de la réunion du 1^{er} juin 2021 :

Le projet de procès-verbal est adopté unanimement.

2. Projet de rapport de la proposition de modification du Règlement 7824 :

M. le Président Roy Reding est désigné comme rapporteur.

Le projet de rapport est présenté et adopté à l'unanimité.

3. Proposition de modification du Règlement 7499 :

Suite à une proposition de Mme Josée Lorsché et afin d'éviter tout malentendu, le terme « tiers » est remplacé par celui de « tierce personne » (futur article 178bis).

Suite à une question de M. Léon Gloden, M. le Président estime que les personnes physiques agissant pour leur propre compte sont à considérer comme des lobbies.

La commission examine ensuite la question du champ d'application (article 2) et plus particulièrement des exceptions à l'obligation d'inscription préalable. M. Gloden propose de rédiger le début de phrase de l'article 178bis (2) comme suit : « Ne tombent pas dans le champ d'application du présent Chapitre 18bis relatif au Registre de transparence ... ».

M. Gilles Baum estime qu'il faut limiter les exceptions à l'inscription préalable dans le registre de transparence. M. Georges Engel plaide pour une ligne claire et logique.

Selon M. Laurent Mosar, il faut se rappeler que les chambres professionnelles sont des institutions étatiques qui ont notamment un rôle constitutionnel important dans le cadre de la procédure législative. On ne peut dès lors les considérer comme étant des lobbies.

En ce qui concerne les organes représentant des professions réglementées par la loi (barreau, chambre des notaires etc.), M. Mosar ne les situe par contre pas au même niveau que les chambres professionnelles et propose dès lors de supprimer cette référence dans le cadre des exceptions à l'obligation d'inscription préalable. M. Léon Gloden se demande cependant s'il est vraiment logique de supprimer cette exception, vu le caractère officiel de ces organes. M. André Bauler note que derrière les chambres professionnelles peuvent se cacher des intérêts de syndicats ou d'organisations patronales.

Suite à cet échange de vues la commission décide de limiter les exceptions aux députés européens, aux autres institutions étatiques ou organisations représentant des autorités locales, communales ou intercommunales et aux chambres professionnelles.

La commission examine encore une fois le libellé de l'article 1^{er}. Vu que le texte spécifie très clairement que sont visés tous les contacts organisés et que plus aucune énumération précise ni limitation des lieux de ces contacts n'est prévue, la dernière phrase du futur paragraphe 2) de l'article 178 (« Sont visés tous les contacts organisés quel qu'en soit l'endroit ») n'a plus d'utilité. Le commentaire des articles précisera que tous les lieux sont visés, qu'il s'agisse des locaux de la Chambre ou des groupes, des bureaux des députés, de restaurants etc.

M. le Président rappelle qu'un contact organisé avec une a.s.b.l ou une autre société qui n'est pas inscrite au registre devra à l'avenir être refusé.

Mme Lorsché estime qu'il n'est pas interdit à des groupes d'intérêt d'aller encore au-delà, en matière de transparence, des dispositions discutées par la commission.

M. Georges Engel note qu'il ne sera jamais à exclure qu'un contact non organisé puisse se transformer en contact organisé. Certains députés vont rendre ces contacts publics, d'autres non.

Les membres de la commission marquent leur accord avec le texte ainsi modifié. Le secrétariat leur fera parvenir la version définitive du texte pour observation éventuelle. Le projet de rapport sera adopté au cours de la prochaine réunion.

4. Divers :

M. Gilles Baum demande à ce que la proposition de modification du Règlement relative aux questions urgentes soit portée à l'ordre du jour d'une prochaine réunion.

La commission procède à un bref échange au sujet des incompatibilités prévues par la loi.

Luxembourg, le 16 juin 2021

Le Secrétaire général adjoint,
Benoît Reiter

Le Président de la Commission du Règlement,
Roy Reding

7824

Modification de l'Annexe 1 du Règlement de la Chambre des Députés.

Art. 1 :

(1) À l'article 4 *Déclaration d'intérêts financiers des députés*, le paragraphe (2) est modifié pour avoir la teneur suivante :

« *La déclaration d'intérêts financiers est divisée en deux chapitres. Le premier chapitre est relatif aux activités du député avant son entrée en fonction. En cas de succession de mandat, il s'agit à chaque fois de la dernière prestation de serment. À ce titre, le député déclare ses activités professionnelles durant les trois années ayant précédé son entrée en fonction à la Chambre des Députés, ainsi que sa participation pendant cette même période aux comités ou conseils d'administration d'entreprises, d'organisations non gouvernementales, de sociétés civiles, d'associations ou de tout autre organisme ayant une existence juridique.* »

(2) Le paragraphe (3) est modifié pour avoir la teneur suivante :

« *Le second chapitre est relatif à la situation du député suite à son entrée en fonction. À ce titre la déclaration des intérêts contient les informations suivantes, fournies d'une manière précise :* »

(3) Les points a) à g) du nouveau paragraphe (3) sont modifiés pour avoir la teneur suivante :

« *a) toute indemnité perçue pour l'exercice d'un autre mandat politique, y compris les participations à des associations ou syndicats de communes ;*

b) toute activité régulière rémunérée exercée par le député parallèlement à l'exercice de ses fonctions, que ce soit en qualité de salarié ou de travailleur indépendant ;

c) le congé politique tel que défini à l'article 126 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 d'une part et aux articles 78 à 81 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 d'autre part, ces indications doivent se faire de façon distincte ;

d) la pension de vieillesse ou le cas échéant pour les députés issus de la fonction publique la pension spéciale ou le traitement d'attente, tels que définis à l'article 129 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ;

e) la participation aux comités ou conseils d'administration d'entreprises, d'organisations non gouvernementales, d'associations, de sociétés civiles ou l'exercice de toute autre activité extérieure à laquelle se livre le député, que celles-ci soient rémunérées ou non ; »

f) toute activité extérieure occasionnelle ;

g) la participation directe ou indirecte à une entreprise ou à un partenariat, lorsque des répercussions sont possibles sur la politique publique, ou lorsque cette participation directe ou indirecte confère au député une influence significative sur les affaires de l'organisme en question ; »

(4) Les points h) et i) du nouveau paragraphe 3 restent inchangés.

(5) L'alinéa 2 du nouveau paragraphe (3) est modifié pour avoir la teneur suivante :

« *Excepté pour les points c) et d) ci-avant, les différents revenus perçus par le député concernant les points déclarés conformément aux paragraphes (2) et (3) sont calculés sur une base annuelle et placés dans l'une des catégories suivantes :*

0. *mandat gratuit*

I. *de 1 à 5000 EUR par an ;*

II. *de 5.001 à 10.000 EUR par an ;*

- III. de 10.001 à 50.000 EUR par an ;
- IV. de 50.001 à 100.000 EUR par an ;
- V. de 100.001 à 200.000 EUR par an ;
- VI. plus de 200.000 EUR par an. »

(6) À la suite de l'alinéa second est rajouté un alinéa trois dont la teneur est la suivante :

« Les revenus ainsi déclarés sont les revenus imposables. »

(7) Les paragraphes subséquents sont renumérotés en conséquence.

Art. 2 :

À l'article 6 paragraphe (3) alinéa second à la fin de la deuxième phrase, la référence à « article 4, paragraphe 3 » est remplacée par « article 4, paragraphe 4 ».

Art. 3 :

L'annexe « DÉCLARATION DES INTÉRÊTS FINANCIERS DES DÉPUTÉS » est modifiée pour avoir la teneur suivante :

DÉCLARATION DES INTÉRÊTS FINANCIERS DES DÉPUTÉS

(La présente déclaration est publiée sur le site Internet de la Chambre des Députés)

Je soussigné(e),

Nom et prénom.....

sur mon honneur et en pleine connaissance du Règlement de la Chambre des Députés, y compris du Code de conduite des députés luxembourgeois en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts qui lui est annexé,

déclare par la présente :

Chapitre I. Activités du député avant son entrée en fonction

Conformément à l'article 4, paragraphe (2), du Code de conduite, mes activités professionnelles durant les trois années ayant précédé ma dernière entrée en fonction de député, ainsi que ma participation pendant cette même période aux comités ou conseils d'administration d'entreprises, d'organisations non gouvernementales, de sociétés civiles, d'associations ou de tout autre organisme ayant une existence juridique :

Activité(s) professionnelle(s) ou participation(s)	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1- 5.000€	II 5.001- 10.000€	III 10.001- 50.000€	IV 50.001- 100.000€	V 100.001- 200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							
3.							

4.							
5.							

Chapitre II. Activités du député depuis son entrée en fonction

A) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point a), du Code de conduite, l'indemnité que je perçois pour l'exercice d'un autre mandat politique y compris les participations à des associations ou syndicats de communes:

Mandat(s)	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1- 5.000€	II 5.001- 10.000€	III 10.001- 50.000€	IV 50.001- 100.000€	V 100.001- 200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							
3.							
4.							
5.							

B) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point b), du Code de conduite, l'activité régulière rémunérée que j'exerce parallèlement à l'exercice de mes fonctions, que ce soit en qualité de salarié ou de travailleur indépendant

Activité(s)	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1- 5.000€	II 5.001- 10.000€	III 10.001- 50.000€	IV 50.001- 100.000€	V 100.001- 200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							

3.							
4.							
5.							

C) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point c), du Code de conduite , je perçois :

- un congé politique en application de l'article 126 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003
- un congé politique en application des articles 78 à 81 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

D) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point d), du Code de conduite, je perçois :

- une pension de vieillesse
- une pension spéciale ou un traitement d'attente en application de l'article 129 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 :

E) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point e), du Code de conduite, ma participation aux comités ou conseils d'administration d'entreprises, d'organisations non gouvernementales, d'associations, sociétés civiles ou de tout autre organisme ayant une existence juridique, ou toute autre activité extérieure à laquelle je me livre, que celle-ci soit rémunérée ou non :

Participation(s) ou activité(s)	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1- 5.000€	II 5.001- 10.000€	III 10.001- 50.000€	IV 50.001- 100.000€	V 100.001- 200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							
3.							
4.							
5.							

F) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point f), du Code de conduite, mes activités extérieures occasionnelles (y compris les activités d'écriture, de conférence ou d'expertise) :

Activité(s) occasionnelle(s)	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1- 5.000€	II 5.001- 10.000€	III 10.001- 50.000€	IV 50.001- 100.000€	V 100.001- 200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							
3.							
4.							
5.							

G) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point g), du Code de conduite, toute participation directe ou indirecte dans une société de capitaux ou de personnes, y compris les sociétés civiles, lorsque des répercussions sont possibles sur la politique publique, ou lorsque que ces parts me confèrent une influence significative sur les affaires de l'organisme en question :

Participation(s) directe(s) ou indirecte(s) dans une société avec des répercussions possibles sur la politique publique	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1- 5.000€	II 5.001- 10.000€	III 10.001- 50.000€	IV 50.001- 100.000€	V 100.001- 200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							
3.							
4.							
5.							

Participation(s) directe(s) ou indirecte(s) dans une société me conférant une influence significative	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1- 5.000€	II 5.001- 10.000€	III 10.001- 50.000€	IV 50.001- 100.000€	V 100.001- 200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							
3.							
4.							
5.							

H) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point h), du Code de conduite, mes soutiens financiers, en personnel ou en matériel, venant s'ajouter aux moyens fournis par le Parlement et qui me sont alloués dans le cadre de mes activités politiques par des tiers, avec indication de l'identité de ces derniers :

1. soutiens financiers :

(*) alloués par

2. soutiens en personnel :

(*) alloués par

3. soutiens en matériel :

(*) alloués par

(*) Indiquer l'identité du tiers ou des tiers concernés.

I) conformément à l'article 4, paragraphe (2), point i), du Code de conduite, toute information complémentaire que je souhaite fournir :

Date :

Signature :

III. Version coordonnée du Code de conduite des députés luxembourgeois en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts

Code de conduite des députés luxembourgeois en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts

Art. 1^{er} - Principes directeurs

Dans l'exercice de leurs fonctions, les députés luxembourgeois :

- a) s'inspirent et agissent dans le respect des principes de conduite généraux suivants : le désintéressement, l'intégrité, la transparence, la diligence, l'honnêteté, la responsabilité et le respect de la réputation de la Chambre des Députés ;
- b) agissent uniquement dans l'intérêt général et n'obtiennent ni ne tentent d'obtenir un avantage financier direct ou indirect quelconque en relation avec l'exercice de leur mandat ;
- c) n'interviennent dans une situation personnelle qu'en considération des seuls droits et mérites de la personne.

Art. 2 - Principaux devoirs des députés

Dans le cadre de leur mandat, les députés :

- a) ne passent aucun accord les conduisant à agir ou voter dans l'intérêt d'une personne physique ou morale tierce, qui pourrait compromettre leur liberté de vote telle qu'elle est consacrée à l'article 50 de la Constitution,
- b) ne sollicitent, ni n'acceptent ou ne reçoivent aucun avantage financier direct ou indirect, ou toute autre gratification, contre l'exercice d'une influence ou un vote concernant la législation, les propositions de résolution, les déclarations écrites ou les questions déposées auprès de la Chambre des Députés ou de l'une de ses commissions, et veillent scrupuleusement à éviter toute situation susceptible de s'apparenter à la corruption,
- c) exercent leur mandat en toute probité en évitant tout conflit avec les dispositions de l'article 246 du Code pénal relatif au crime de trafic d'influence.

Art. 3 - Conflits d'intérêts

(1) Un conflit d'intérêts existe lorsqu'un député a un intérêt personnel qui pourrait influencer indûment l'exercice de ses fonctions en tant que député. Il n'y a pas de conflit d'intérêts lorsque le député tire un avantage du seul fait d'appartenir à la population dans son ensemble ou à une large catégorie de personnes.

(2) Tout député qui constate qu'il s'expose à un conflit d'intérêts prend immédiatement les mesures nécessaires pour y remédier, en conformité avec les principes et les dispositions du présent Code de conduite. Si le député est incapable de résoudre le conflit d'intérêts, il le signale par écrit au Président. En cas d'ambiguïté, le député peut demander l'avis, à titre confidentiel, du comité consultatif sur la conduite des députés, institué à l'article 7.

(3) Sans préjudice du paragraphe (2), les députés rendent public, avant de s'exprimer ou de voter en séance plénière ou au sein des organes ou commissions de la Chambre, tout conflit d'intérêts réel ou potentiel compte tenu de la question examinée, lorsque celui-ci ne ressort pas avec évidence des informations déclarées conformément à l'article 4. Cette communication est faite par écrit ou oralement au Président au cours des débats parlementaires en question.

Art. 4 - Déclaration d'intérêts financiers des députés

(1) Pour des raisons de transparence, les députés présentent sous leur responsabilité personnelle une déclaration d'intérêts financiers au Président, dans les 30 jours suivant leur prestation de serment. Pour la déclaration d'intérêts, ils utilisent le formulaire joint en annexe. Ils informent le Président de tout changement influant sur leur déclaration, dans les 30 jours suivant ledit changement.

(2) La déclaration d'intérêts financiers est divisée en deux chapitres. Le premier chapitre est relatif aux activités du député avant son entrée en fonction. En cas de succession de mandat, il s'agit à chaque fois de la dernière prestation de serment. À ce titre, le député déclare ses activités professionnelles durant les trois années ayant précédé son entrée en fonction à la Chambre des Députés, ainsi que sa participation pendant cette même période aux comités ou conseils d'administration d'entreprises, d'organisations non gouvernementales, de sociétés civiles, d'associations ou de tout autre organisme ayant une existence juridique.

(3) Le second chapitre est relatif à la situation du député suite à son entrée en fonction. À ce titre la déclaration des intérêts contient les informations suivantes, fournies d'une manière précise :

- a) toute indemnité perçue pour l'exercice d'un autre mandat politique, y compris les participations à des associations ou syndicats de communes ;
- b) toute activité régulière rémunérée exercée par le député parallèlement à l'exercice de ses fonctions, que ce soit en qualité de salarié ou de travailleur indépendant ;
- c) le congé politique tel que défini à l'article 126 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 d'une part et aux articles 78 à 81 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 d'autre part, ces indications doivent se faire de façon distincte ;
- d) la pension de vieillesse ou le cas échéant pour les députés issus de la fonction publique la pension spéciale ou le traitement d'attente, tels que définis à l'article 129 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ;
- e) la participation aux comités ou conseils d'administration d'entreprises, d'organisations non gouvernementales, d'associations, de sociétés civiles ou l'exercice de toute autre activité extérieure à laquelle se livre le député, que celles-ci soient rémunérées ou non ;
- f) toute activité extérieure occasionnelle,
- g) la participation directe ou indirecte à une entreprise ou à un partenariat, lorsque des répercussions sont possibles sur la politique publique, ou lorsque cette participation directe ou indirecte confère au député une influence significative sur les affaires de l'organisme en question ;
- h) tout soutien financier, en personnel ou en matériel, venant s'ajouter aux moyens fournis par le Parlement et qui lui sont alloués dans le cadre de ses activités politiques par des tiers, avec indication de l'identité de ces derniers ;
- i) tout autre intérêt financier qui pourrait influencer l'exercice des fonctions de députés.

Excepté pour les points c) et d) ci-avant, les différents revenus perçus par le député concernant les points déclarés conformément aux paragraphes (2) et (3) sont calculés sur une base annuelle et placés dans l'une des catégories suivantes :

0. mandat gratuit
- I. de 1 à 5000 EUR par an
- II. de 5.001 à 10.000 EUR par an ;
- III. de 10.001 à 50.000 EUR par an ;
- IV. de 50.001 à 100.000 EUR par an ;
- V. de 100.001 à 200.000 EUR par an
- VI. plus de 200.000 EUR par an.

Les revenus ainsi déclarés sont les revenus imposables.

(4) Les informations fournies au Président au titre du présent article sont publiées sur le site Internet de la Chambre sous une forme aisément accessible.

(5) Le constat de la violation de l'obligation de présenter une déclaration complète d'intérêts financiers est précédé d'une mise en demeure par courrier recommandé à l'initiative du Président.

Art. 5 - Règles concernant le lobbying

(1) Les relations entre les députés et les représentants d'intérêts publics ou privés sont soumises à des règles garantissant la transparence et la publicité.

(2) En règle générale, ces contacts s'effectuent en commission selon les dispositions de l'article 26, paragraphes (1), (2) et (4) du Règlement (de la Chambre des Députés). En dehors de cette hypothèse, une entrevue avec un représentant d'intérêts ne peut s'effectuer dans les locaux de la Chambre.

(3) Dans la mesure où les interventions du représentant d'intérêts sont susceptibles d'avoir un impact direct sur un texte législatif en discussion, le député en fait mention lors des débats en commission et le rapporteur, le cas échéant, dans son rapport écrit.

(4) Sur décision de la commission, il peut être procédé à la publication d'une prise de position d'un groupe d'intérêts.

Art. 6 - Cadeaux ou avantages similaires

(1) Les députés s'interdisent, dans l'exercice de leurs fonctions, d'accepter des cadeaux ou avantages similaires autres que ceux ayant une valeur approximative inférieure à 150 euros offerts par courtoisie par un tiers ou lorsqu'ils représentent la Chambre à titre officiel. Tout cadeau ainsi offert aux députés lorsqu'ils représentent la Chambre à titre officiel est signalé au Président ou au Bureau s'il s'agit du Président.

(2) Par dérogation au paragraphe (1), les cadeaux dont la valeur approximative est égale ou supérieure à 150 euros et qui sont offerts par une institution nationale étrangère ou internationale aux députés lorsqu'ils représentent la Chambre à titre officiel, sont remis par les députés à la Chambre qui en devient le propriétaire.

(3) Sont assimilées à l'acceptation de cadeaux, les prises en charge par un tiers de frais de voyage, d'hébergement ou de séjours des députés.

L'acceptation d'un tel avantage en relation directe avec la fonction de député est interdite, sauf si la prise en charge est effectuée par des organisations d'intérêt général ou institutions nationales étrangères ou internationales. Ces prises en charge doivent être signalées au Bureau et sont publiées conformément à l'article 4, paragraphe (4).

(4) La portée du présent article, en particulier les règles pour assurer la transparence, peuvent être précisées par le Bureau.

Art. 7 - Comité consultatif sur la conduite des députés

(1) En vue de l'application du Code de conduite, un comité consultatif est institué.

(2) Le comité consultatif est composé de trois membres nommés par le Bureau, après consultation des groupes et sensibilités politiques, au début de chaque période législative. Le comité consultatif désigne son président.

(3) Les membres du comité consultatif sont choisis en dehors de la Chambre des Députés.

(4) Le comité consultatif donne, à titre confidentiel et dans les trente jours calendaires, à tout député qui en fait la demande des orientations sur l'interprétation et l'application des dispositions du présent Code de conduite. Le député est en droit de se fonder sur ces orientations.

Sur demande du Président, le comité consultatif évalue également les cas allégués de violation du présent Code de conduite et conseille le Président quant aux éventuelles mesures à prendre.

(5) Le comité consultatif peut, après consultation du Président, demander conseil à des experts extérieurs.

(6) Le comité consultatif publie un rapport annuel sur ses activités.

Art. 8 - Procédure en cas d'éventuelles violations du Code de conduite

(1) Lorsqu'il y a des raisons sérieuses de penser qu'un député a commis une infraction au présent Code de conduite, le Président en fait part au comité consultatif.

(2) Chaque citoyen peut saisir le Président de la Chambre s'il constate une irrégularité dans la déclaration d'intérêts financiers d'un député. Si cette irrégularité dans la déclaration des intérêts financiers concerne celle du Président de la Chambre, chaque citoyen peut saisir la Conférence des Présidents.

(3) Le comité consultatif examine les circonstances de l'infraction alléguée et entend le député concerné. Le député, dont la déclaration des intérêts financiers fait l'objet d'un examen par le comité consultatif au titre des paragraphes qui précèdent, doit fournir à la demande du comité toutes les pièces nécessaires,

afin de permettre au comité de vérifier l'exactitude des données renseignées dans sa déclaration d'intérêts financiers. Sur la base de ses conclusions, il formule une recommandation au Président de la Chambre quant à une éventuelle décision.

(4) Si, compte tenu de cette recommandation, le Président conclut que le député a enfreint le Code de conduite, il adopte, après audition du député, une décision motivée fixant une sanction en fonction de la gravité de la violation constatée qu'il porte à la connaissance du député, soit par remise en mains propres, soit par courrier recommandé.

(5) Dans la mesure où le Président est susceptible d'avoir violé le présent Code de conduite, l'initiative de la procédure disciplinaire et le droit de sanction reviennent à la Conférence des Présidents.

(6) La sanction prononcée peut être celle de l'avertissement ou encore du blâme avec inscription au procès-verbal ou du blâme avec exclusion temporaire, tels que définis à l'article 50 du Règlement.

(7) Le Président peut également exclure le député fautif de certaines réunions de commission pour une durée maximale de six mois. Le député peut se voir interdire d'être élu à des fonctions au sein de la Chambre ou de ses organes, d'être désigné comme rapporteur ou de participer à une délégation officielle de la Chambre. Ces sanctions peuvent être cumulées.

(8) Le député peut contester la sanction dans un écrit motivé dans un délai de trois jours après en avoir pris connaissance. Le recours a un effet suspensif.

(9) La Conférence des Présidents statue définitivement sur cette contestation dans les huit jours, après audition du député. La sanction, sauf celle de l'avertissement, est portée à la connaissance du député, soit par remise en mains propres, soit par courrier recommandé.

(10) Toute sanction, sauf celle de l'avertissement, est prononcée en séance publique.

(11) Si les faits reprochés au député sont susceptibles de constituer des infractions au Code pénal, le dossier est soumis au procureur d'Etat, conformément à l'article 23 du Code d'instruction criminelle.

Art. 9 - Mise en œuvre

Le Bureau arrête les mesures d'application du présent Code de conduite.

Art. 10 - Entrée en vigueur et dispositions transitoires

(1) Le présent Code de conduite entre en vigueur au début de la session ordinaire 2014- 2015.

(2) Les déclarations d'intérêts financiers prévues à l'article 4, paragraphe (1) doivent être présentées dans les 45 jours suivant la date d'entrée en vigueur du Code de conduite.

(3) Pour les députés en fonction, le délai des trois ans prévu à l'article 4, paragraphe (2), point a), s'établit à partir de la dernière prestation de serment du député.

Annexe

*

DÉCLARATION DES INTÉRÊTS FINANCIERS DES DÉPUTÉS

(La présente déclaration est publiée sur le site Internet de la Chambre des Députés)

Je soussigné(e),

Nom et prénom.....

sur mon honneur et en pleine connaissance du Règlement de la Chambre des Députés, y compris du Code de conduite des députés luxembourgeois en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts qui lui est annexé,

déclare par la présente :

Chapitre I. Activités du député avant son entrée en fonction

Conformément à l'article 4, paragraphe (2), du Code de conduite, mes activités professionnelles durant les trois années ayant précédé ma dernière entrée en fonction de député, ainsi que ma participation pendant cette même période aux comités ou conseils d'administration d'entreprises, d'organisations non gouvernementales, de sociétés civiles, d'associations ou de tout autre organisme ayant une existence juridique :

Activité(s) professionnelle(s) ou participation(s)	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1- 5.000€	II 5.001- 10.000€	III 10.001- 50.000€	IV 50.001- 100.000€	V 100.001- 200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							
3.							
4.							
5.							

Chapitre II. Activités du député depuis son entrée en fonction

A) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point a), du Code de conduite, l'indemnité que je perçois pour l'exercice d'un autre mandat politique y compris les participations à des associations ou syndicats de communes:

Mandat(s)	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1- 5.000€	II 5.001- 10.000€	III 10.001- 50.000€	IV 50.001- 100.000€	V 100.001- 200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							
3.							

4.							
5.							

B) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point b), du Code de conduite, l'activité régulière rémunérée que j'exerce parallèlement à l'exercice de mes fonctions, que ce soit en qualité de salarié ou de travailleur indépendant

Activité(s)	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1- 5.000€	II 5.001- 10.000€	III 10.001- 50.000€	IV 50.001- 100.000€	V 100.001- 200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							
3.							
4.							
5.							

C) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point c), du Code de conduite, je perçois :

- un congé politique en application de l'article 126 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003
- un congé politique en application des articles 78 à 81 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

D) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point d), du Code de conduite, je perçois :

- une pension de vieillesse
- une pension spéciale ou un traitement d'attente en application de l'article 129 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 :

E) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point e), du Code de conduite, ma participation aux comités ou conseils d'administration d'entreprises, d'organisations non gouvernementales, d'associations, sociétés civiles ou de tout autre organisme ayant une existence juridique, ou toute autre activité extérieure à laquelle je me livre, que celle-ci soit rémunérée ou non :

Participation(s) ou activité(s)	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1- 5.000€	II 5.001- 10.000€	III 10.001- 50.000€	IV 50.001- 100.000€	V 100.001- 200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							
3.							
4.							
5.							

F) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point f), du Code de conduite, mes activités extérieures occasionnelles (y compris les activités d'écriture, de conférence ou d'expertise) :

Activité(s) occasionnelle(s)	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1- 5.000€	II 5.001- 10.000€	III 10.001- 50.000€	IV 50.001- 100.000€	V 100.001- 200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							
3.							
4.							
5.							

G) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point g), du Code de conduite, toute participation directe ou indirecte dans une société de capitaux ou de personnes, y compris les sociétés civiles, lorsque des répercussions sont possibles sur la politique publique, ou lorsque que ces parts me confèrent une influence significative sur les affaires de l'organisme en question :

Participation(s) directe(s) ou indirecte(s) dans une société avec des répercussions possibles sur la politique publique	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1- 5.000€	II 5.001- 10.000€	III 10.001- 50.000€	IV 50.001- 100.000€	V 100.001- 200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							
3.							
4.							
5.							

Participation(s) directe(s) ou indirecte(s) dans une société me conférant une influence significative	Catégories de revenus						
	0 mandat gratuit	I 1- 5.000€	II 5.001- 10.000€	III 10.001- 50.000€	IV 50.001- 100.000€	V 100.001- 200.000€	VI > 200.000€
1.							
2.							
3.							
4.							
5.							

H) conformément à l'article 4, paragraphe (3), point h), du Code de conduite, mes soutiens financiers, en personnel ou en matériel, venant s'ajouter aux moyens fournis par le Parlement et qui me sont alloués dans le cadre de mes activités politiques par des tiers, avec indication de l'identité de ces derniers :

1. soutiens financiers :

(*) alloués par

2. soutiens en personnel :

(*) alloués par

3. soutiens en matériel :

(*) alloués par

(*) Indiquer l'identité du tiers ou des tiers concernés.

I) conformément à l'article 4, paragraphe (2), point i), du Code de conduite, toute information complémentaire que je souhaite fournir :

Doc. parl. 7824 ; sess. ord. 2020-2021.

